

# L'EST EUROPEEN

**PROBLEMES ACTUELS - NOTES HISTORIQUES**

N° 173

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1980

19<sup>e</sup> ANNEE

## SOMMAIRE

### **La voix des opposants**

- Plaidoirie de Miroslaw Chojecki devant le tribunal .. 1  
Lettre à l'UNESCO au sujet des droits des enfants .. 9

### **Actualité**

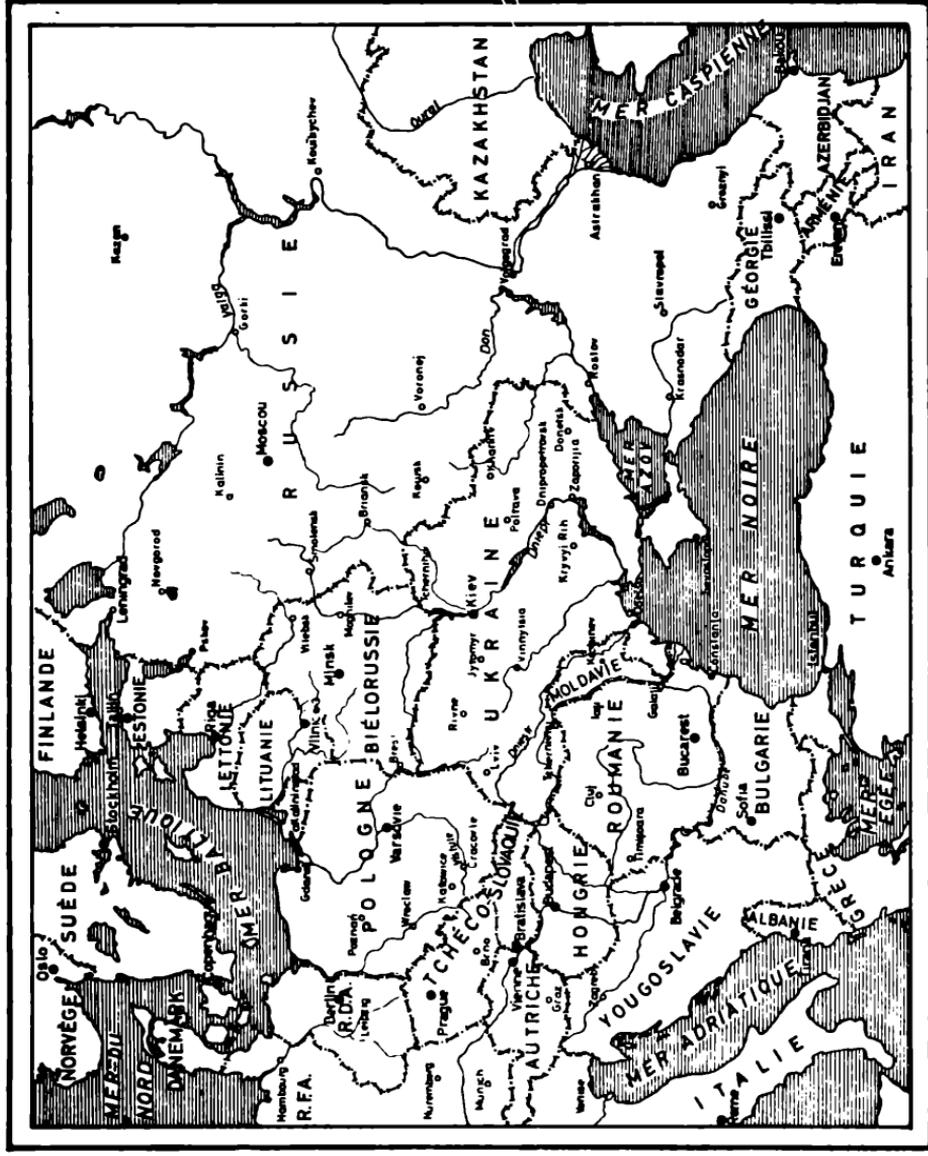
- Mark Perakh : Les Russes et le problème des nationalités (2) .. 15

### **Histoire**

- Jean Verhun : Les Scythes - ancêtres des Ukrainiens  
(A propos du livre de Lesur sur les Cosaques) .. 25

# L'EUROPE DE L'EST

(Frontières actuelles des Etats)



**PLAIDOIRIE DE MIROSLAW CHOJECKI  
DEVANT LE TRIBUNAL**

Les derniers événements en Pologne laissent espérer une amélioration dans le domaine des libertés. Cette lutte avait pris différentes formes et elle atteignit le point culminant au moment des grèves. La plaidoirie que nous publions ci-après, prononcée devant le tribunal le 12 juin 1980, aide à comprendre l'un des aspects de cette lutte. N.D.L.R.

Votre Honneur,

Je suis directeur de la maison d'édition indépendante *Nova* et Bogdan Grzesiak est un collaborateur. L'affaire pour laquelle nous comparaissons aujourd'hui devant vous est la dernière d'une série d'actions prises contre notre presse. Au cours des 4 dernières années, 17 perquisitions ont été effectuées chez moi ; elles portent 14 numéros de dossiers différents se rapportant à différentes enquêtes et investigations pour des délits sanctionnés par les articles 132, 166, 180, 199, 223, 236, 270, 271, 273 et 276. Les fonctionnaires qui effectuaient les perquisitions venaient sous les prétextes de chercher un assassin, un empoisonneur, un voleur, etc., mais ils emportaient des livres, une machine à écrire, des manuscrits. Voilà près de 200 jours que je suis sous surveillance, dont 5 seulement parce que j'organise des travaux d'édition, ce qui est mon métier. J'ai été souvent détenu pendant 48 heures, sans que l'on me dise pourquoi.

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Pourquoi la maison d'édition indépendante *Nova*, mes collègues et moi-même sommes-nous l'objet de répressions ? Les autorités ne devraient pas s'y intéresser puisqu'elles ont à leur disposition, pour nous concurrencer, des presses modernes, des journaux qui tirent à plusieurs millions d'exemplaires, la radio et la télévision ! Pourquoi le gouvernement part-il en guerre contre notre maison

d'édition en nous accusant de fabriquer de la fausse monnaie, de nous introduire chez les gens par effraction, de commettre des vols et de vouloir empoisonner la population de Varsovie ? Pourquoi porte-t-on de telles accusations contre les gens qui prennent position contre la falsification de l'histoire de leur pays et du dépouillement des valeurs culturelles les plus précieuses ?

Il me semble que ce genre de procédé est devenu caractéristique de la vie publique de ces dernières années, et il illustre un phénomène qui s'étend pratiquement à toute la vie publique. La société s'est habituée à ce qu'aucun personnage officiel ne dise la vérité. Une situation s'est créée, forçant tout le monde à mener une double vie, à avoir une double moralité. D'un côté, il y a l'aspect extérieur des choses : une presse mensongère, qui ne publie jamais rien de véridique sur les affaires sociales et politiques, une télévision trompeuse qui ne traite jamais les problèmes essentiels, un art qui n'a aucun rapport avec la réalité. En conséquence, au cours de ces dernières années, aucune œuvre littéraire importante n'a été publiée officiellement, si elle ne tient pas compte de l'existence du Parti des travailleurs unis polonais.

D'autre part, en dehors du simulacre Parti-Etat, on trouve une vie sociale et culturelle vigoureuse, que les fonctionnaires officiels veulent ignorer et qui, pour eux, n'existe pas. Un double courant de moralité s'est ainsi créé : un certain courant de valeurs morales est en vogue dans le milieu professionnel, à l'école, dans les réunions du parti, et un autre courant de valeurs morales que l'on utilise chez soi ou avec ses amis, quand on est sûr que ce que l'on pense n'arrivera pas aux oreilles des autorités qui décident du destin des citoyens (leur travail, leurs passeports, leurs vacances, l'éducation de leurs enfants, etc.). Notre peuple a déjà connu cette double vie au XIX<sup>e</sup> siècle, après les partages, et aussi pendant l'occupation de 1940. Or, l'histoire montre que c'est le courant non officiel, insoumis,

florissant, qui a laissé une trace, tandis que la vie officielle apparente est tombée dans l'oubli.

De nos jours, cet état de choses entraîne une très grande destruction morale. Nous le voyons quotidiennement, dans tous les milieux de travail, parmi les ingénieurs et les ouvriers, dans les bureaux et les magasins, dans les transports publics et dans les rues, partout. Dès notre plus jeune âge, nous sommes amenés à être des apprentis en moralité double. D'un côté, la vérité — bien que même chez soi, on trouve aussi, très souvent, du conformisme — et de l'autre côté, les mensonges et le conformisme scolaire, même à la maternelle. Le fait que Bogdan Grzesiak et moi-même comparaissons devant ce tribunal en est un bon exemple. Toutes les personnes présentes ici, et même celles qui n'ont pas pu venir, savent que les accusations portées contre nous sont fausses, qu'en réalité c'est la maison d'édition indépendante *Nova* et les livres qu'elle publie qui sont jugés, mais le ministère public ne peut pas le reconnaître.

J'attache la plus grande valeur à notre culture nationale. Elle comprend de nombreux domaines, mais les principaux, les plus importants, sont l'histoire et la littérature. Les gens qui ignorent leur propre histoire ne peuvent pas définir leur identité ; ils sont condamnés à périr. Dans la société polonaise, l'état des connaissances historiques est catastrophique. Aucune monographie sérieuse n'existe sur la période des trois partages, sur 1918, date de la résurrection de la Pologne ; les légions de Pilsudski sont presque ignorées, de même que la guerre de 1920 et tous les événements que nos grands-parents ont vécus. Pourtant, les membres des légions qui ont défendu Varsovie en 1920 sont les parents des défenseurs de Varsovie contre l'envahisseur nazi ; ce sont les parents des insurgés qui ont pris part aux révoltes de Varsovie et de Vilna, des soldats de l'armée intérieure (clandestine) ; leurs fils et leurs frères ont

organisé et mené les combats devant l'Arsenal (de Varsovie), les attaques contre Kutschera et Koppe (hautes actions de la Résistance polonaise pendant la guerre). Mais sous la République populaire polonaise, les personnes qui ont 30 ans aujourd'hui n'ont aucun moyen de connaître le déroulement de l'histoire de notre peuple : elles ne peuvent pas comprendre les événements et les facteurs qui les ont formées, qui font partie de leur généalogie, ou la biographie de leurs parents. La situation est pire encore pour les jeunes ; pour eux, les traditions familiales n'existent plus. Officiellement, la moitié de notre histoire récente a été supprimée des manuels, des monographies et des encyclopédies. Les années tragiques 1939-1945 ne se rapportent plus qu'à une moitié de la Pologne. Les tragédies de Lviv, Vilna, Bialystock, Louck, Rovny, ne font plus partie de la Pologne. Le sort de milliers, de centaines de milliers de Polonais dispersés sur le vaste territoire de l'Union soviétique, les lieux où ils sont morts martyrs, ne font plus partie de l'histoire de la Pologne. Il suffit de prendre n'importe quel manuel pour le constater.

J'ai ici, en main, le Dictionnaire de l'histoire polonaise publié par la *Wiedza Powszechna* (Connaissances universelles) en 1964. A la page 414, sous la rubrique « Armée polonaise », je lis : « Force armée populaire régulière, dont la création a débuté en URSS en 1943 ». N'y avait-il pas d'armée polonaise avant cette date ? Est-ce que personne, avant cette date, n'a porté un uniforme polonais et un aigle à son calot ? L'histoire de l'armée polonaise a-t-elle vraiment commencé à Buzulouk, sur les bords de l'Oka ?

Les étapes principales de notre renaissance spirituelle, les divisions et réunifications de notre société, les dates des tournants de notre histoire contemporaine ont été soigneusement effacées : 17 septembre 1939, occupation soviétique de la Pologne orientale ; avril 1940, Katyn ; juin 1945, jugement à Moscou de 16 chefs de la Résistance, etc. En 1978, Andreï Braun a fait une

très belle conférence sur ce sujet, à la réunion de l'Union des Ecrivains, à Katowice. Ces dates ont été effacées de l'histoire polonaise, et pourtant nos parents ont vécu ces événements. 1956 (Octobre polonais), 1968 (événements de Mars), 1970 (émeutes dans les villes de la côte, à la suite desquelles Gomulka a été limogé), 1976 (émeutes à Radom et Ursus, dues à la hausse des prix) ; c'étaient les années de mon enfance et de ma jeunesse. J'étais enfant quand j'ai pris part à la démonstration de la place Narutowicza provoquée par la disparition de « Po prostu », journal officiel mais qui n'hésitait pas à critiquer certaines décisions gouvernementales. J'étais enfant quand je me suis joint à la manifestation devant la statue de Mickiewicz, à la suite du bannissement de son drame historique « La Veillée de nos aïeux », en 1967, et mon cousin était aux docks de Gdansk. Ce sont des choses que l'on ne peut pas oublier ; ces événements continuent de vivre en nous, on en parle et on se les rappelle dans toutes les familles, dans tous les milieux ; et pourtant, officiellement ils n'existent pas !

En grandissant, j'ai compris de mieux en mieux que le dépouillement de notre histoire est une politique délibérée. En 1976, j'ai aidé les ouvriers d'Ursus et de Radom, victimes de la répression. J'ai adhéré au Comité de défense des travailleurs, qui est devenu, plus tard, le Comité d'auto-défense sociale « KOR ». Puis en 1977, quelques amis et moi avons compris que ce silence et la falsification de notre histoire nationale ne pouvaient plus durer ; j'ai donc fondé la maison d'édition indépendante Nova.

Pendant ses trois années d'activité, Nova a publié près de 90 titres, qui comportent des livres d'histoire, des mémoires et des documents, dont « l'Etat polonais clandestin, 1939-1945 » de Wladyslaw Bartoszewski, un essai sur l'Edition non officielle, de Josef Pilsudski, et beaucoup d'autres. Je ne les mentionnerai pas tous ; la liste complète des titres se trouve dans le catalogue Nova, que j'aimerais verser au dossier comme preuve. Toute-

fois, j'aimerais m'arrêter un moment sur un de nos titres qui est mis en cause dans l'affaire présente. Il s'agit des mémoires de Jan Nowak-Jezioranski, intitulés « Courrier de Varsovie ». Dans l'acte d'inculpation, ce livre n'est pas mentionné comme preuve, j'aimerais donc l'ajouter au dossier. Les mémoires de Nowak sont un des plus beaux livres que j'aie jamais lus. Je n'ai jamais rencontré jusqu'à présent un récit aussi objectif, aussi droit et en même temps extrêmement vivant et coloré, des rapports entre le gouvernement polonais et les occupants de la Pologne. Les portraits des généraux Bor-Komorowski, Okulicki, Sosnowski et Stanislas Mikolajczyk sont vrais, authentiques. Le livre de Nowak révèle une partie de notre histoire contemporaine, passée sous silence par les livres d'histoire officiels. Il rappelle quelques-uns des événements qui nous ont été cachés jusqu'à maintenant. Une fois imprimé, ce livre a circulé à une vitesse foudroyante et la demande a dépassé de beaucoup les possibilités d'impression de *Nova*.

Après l'histoire d'un pays, le domaine culturel le plus important, le signe de son identité, c'est sa littérature, avec ses traditions et sa situation contemporaine. Mais quelle est la situation contemporaine de la littérature polonaise ? Dans le cadre extrêmement rigide du monopole d'Etat de la pensée et de la parole, il n'y a pas de place pour une très grande créativité. Mais la chose la plus inquiétante, c'est qu'il y aient des auteurs interdits ; leurs œuvres ne peuvent être publiées officiellement, même si, sur le plan social et politique ils sont absolument neutres. Toute la littérature qui contient des informations et décrit des faits qui dérangent les autorités, ou pour qui elle n'existe pas, est interdite, même si elle a trait à des sujets qui sont essentiels pour l'existence de la nation. Les œuvres publiées par *Nova* ne pouvaient donc pas paraître officiellement. En voici quelques exemples : le roman de Jerzy Andrzejewski, « Pulpe » ; « Chimère », de Kazimierz Brandys, « Le

Complexe polonais » et « La petite Apocalypse » de Tadeusz Konwicki, « Le Cirque » de Piotr Wierzbicki. Le livre de poèmes de Stanislaw Baranczak, Jacek Bierezin, Jerzy Ficowski et Victor Woroszyński, publié par *Nova*, avait été bloqué par la censure. De nos jours, il est impossible de publier les œuvres complètes d'écrivains ayant une très grosse production et qui donnent son caractère à la littérature polonaise, tels que Wladyslaw Broniewski, Antoni Slonimski, Jerzy Andrzejewski, Kazimierz Brandys, Stanislaw Długoborski, Julian Strykowski, Zbigniew Herbert, Pawel Jasionka, Slawomir Mrozek. Il est également impossible de publier les articles de Stefan Zeromski dont les œuvres littéraires sont imprimées à plusieurs milliers d'exemplaires et figurent dans les bibliothèques scolaires. Il n'est pas non plus possible de publier les articles de Stefan Kisielewski, Piotr Wierzbicki, Jan Walo, ni les critiques littéraires de Stanislaw Baranczak et Tomasz Burek. En d'autres termes, la production littéraire de tout écrivain qui franchit la frontière de la République Populaire Polonaise est interdite, et cette consigne s'applique même à l'un des plus grands poètes polonais, Czeslaw Milosz. Les œuvres d'un des plus brillants écrivains polonais, Witold Gombrowicz, sont inaccessibles, bien que ses pièces soient jouées au théâtre et à la télévision, et que des revues littéraires publient des articles sur lui. Il est impossible de publier les œuvres de Hlasko et Wierzyński, qui fait partie du groupe de « Skamandre », et les ouvrages d'un de nos plus éminents philosophes, Leszek Kolakowski, sont interdits. On pourrait allonger encore longtemps la liste des auteurs interdits par le gouvernement, mais à quoi bon faire des listes ? ce qui importe, c'est la situation de la culture et de la littérature polonaises et le fait que l'on supprime des œuvres qui avaient contribué à créer cette culture. La presse, la radio et la télévision font ressortir, à chaque occasion, nos liens avec la culture européenne ; alors, pourquoi l'un des plus grands romans du XX<sup>e</sup> siècle, « Le Tam-

bour de fer blanc », de Gunther Grass, a-t-il été retenu à l'imprimerie pendant dix ans, puis censuré à grands coups de ciseaux, et finalement publié par Nova ? Pourquoi les œuvres et les articles de George Orwell ne sont-ils pas publiés en Pologne, de même que les œuvres des Prix Nobel Bertrand Russell, Isaac Singer et Jacques Monod ? Pourquoi les discours de Jean-Paul II sont-ils censurés et y fait-on barrage ? Là encore, je pourrais continuer la liste indéfiniment. Il y a des centaines, des milliers d'œuvres que la censure ne laisse pas paraître.

Un autre sujet qui figure à cette audience, c'est le journal littéraire *Zapis*, publié par *Nova*, et spécialement le n° 9, que je désire verser au dossier.

Le premier numéro de *Zapis* est daté de janvier 1979, et à ce jour treize numéros sont parus. Il est édité par « Index sur la censure », un journal londonien consacré à la lutte contre la censure et toute restriction dans le domaine de l'intelligence dans le monde entier. *Zapis* ouvre ses colonnes à tout auteur qui souhaite publier une œuvre ; la seule condition est que celle-ci soit d'un bon niveau, mais il n'y a ni censure ni restriction, quelle que soit la conception ou la personnalité de l'auteur. Au mois de mai de cette année, Jack Bochenski a parlé longuement de *Zapis* au cours de l'assemblée générale de l'Union Polonaise des Écrivains. Plus de 100 auteurs ont publié des œuvres dans les treize premiers numéros de *Zapis*.

L'article 83 de la Constitution de la République Populaire Polonaise déclare : « 1. — La République Populaire Polonaise garantit aux citoyens la liberté de parole, de presse, de réunions, de processions et de démonstrations. 2. — Afin d'exercer cette liberté, les matériels suivants sont mis à la disposition des travailleurs et de leur organisations : presses d'imprimerie, stocks de papier, bâtiments publics, moyens de communication, radio et autres moyens nécessaires ». Mais est-ce que quelqu'un voudrait bien me faire voir

**un magasin où un représentant des travailleurs peut faire l'acquisition ne serait-ce que du duplicateur le plus élémentaire, et acheter de l'encre à imprimer, des stencils ou tout matériel de reproduction ? Dans ce pays, qui compte 35 millions d'habitants, un tel magasin n'existe pas. Et dans ce pays dit de liberté, il est impossible d'exercer les droits garantis par l'article 83 de la Constitution et par les Conventions internationales des droits de l'homme. (...)**

**Ce n'est pas nous qui passons en jugement devant ce tribunal, c'est la liberté de parole et de pensée, c'est la culture polonaise et l'honneur de la société. (...)**

**J'estime qu'aucun de nous n'a commis de crime. Je suis innocent et je renonce, en conséquence, à mon droit légal d'assurer ma propre défense et de fournir d'autres explications. J'ai dit tout ce que j'avais à dire sur cette affaire.**

### **LETTRE A L'UNESCO AU SUJET DES DROITS DES ENFANTS**

**A l'intention de l'UNESCO, à l'occasion de la Conférence « Pour la Paix et l'heureux avenir de tous les enfants »**

**Objet : Les violations des droits des enfants en RSS de Lituanie (\*)**

**Au nom du clergé et des croyants de Lituanie, nous remercions l'UNESCO d'avoir déclaré l'année 1979 Année Internationale de l'Enfant. Les hommes de bonne volonté du monde entier ont répondu à notre appel pour la sauvegarde de tous les droits des enfants et la création**

---

**(\*) La situation décrite dans cette lettre ne concerne pas seulement la Lituanie ; elle est exactement pareille en Ukraine, en Russie, en Biélorussie et dans les autres pays de l'URSS. NDLR.**

de conditions favorables à la croissance et au développement de ces bâtisseurs du futur.

Etant parfaitement informés des conditions de vie des enfants en RSS de Lituanie, nous nous proposons de les faire connaître à l'UNESCO.

On cite fréquemment chez nous les paroles de Lénine : « Les enfants méritent ce qu'il y a de mieux ! » Les 120.000 jardins d'enfants et crèches, qui accueillent en URSS plus de 13 millions d'enfants, sont cités en exemple de l'attention portée aux enfants. Il est vrai que les enfants, en RSS de Lituanie, ne meurent pas de faim et qu'ils disposent d'un équipement pédagogique suffisant, mais il en est peu dans le monde à qui l'on dénie autant de droits fondamentaux.

(...) Ce document a pour objet d'examiner les différentes formes d'obstacles que rencontrent les enfants dans leur développement spirituel.

En RSS de Lituanie, les enfants n'ont pas le droit d'être élevés selon les convictions de leurs parents. Dès leur plus tendre enfance, en Lituanie, on leur inculque, dans les maternelles, des idées athées qui peuvent s'opposer à celles de leurs parents. Cet enseignement anti-religieux se poursuit dans les écoles secondaires et il existe, au niveau universitaire, des cours d'athéisme obligatoires. Les étudiants croyants qui échouent au cours de matérialisme marxiste ne peuvent obtenir le diplôme de l'université, ou d'une institution similaire d'enseignement supérieur. En milieu scolaire, les étudiants croyants sont tenus de parler, d'écrire, de dessiner, de participer à des activités théâtrales à l'encontre de leur propre conscience. Lorsque les jeunes refusent de suivre les instructions de leurs professeurs, ils reçoivent alors des notes éliminatoires, ou bien leur note de conduite se trouve baissée. On ne demande jamais aux parents d'enfants croyants s'ils consentent à ce que leurs enfants reçoivent un enseignement athée. Tout ceci est imposé, sous le prétexte fallacieux que l'athéisme

représente le progrès tandis que la religion signifie une régression.

En RSS de Lituanie, les enfants n'ont pratiquement aucune possibilité d'apprendre à connaître la religion et d'approfondir leur conception chrétienne. Aucun catéchisme, aucun ouvrage religieux, qui aurait pu contribuer à présenter aux enfants les idées directrices de la religion, n'a pu paraître durant les 34 années de l'hégémonie soviétique en Lituanie. Il est vrai que l'on a publié le Nouveau Testament des Saintes Ecritures, mais sa circulation limitée à 11.000 exemplaires (et bon nombre de ce précieux ouvrage ont été envoyés à l'étranger) entraîne, pour les enfants, l'impossibilité de l'utiliser. Cependant, tous les ouvrages scolaires, exprimant des idées tendancieuses et souvent calomnieuses dirigées contre la religion, l'Eglise et le clergé, circulent librement. Les librairies et les bibliothèques sont inondées de livres et de brochures athées de qualité médiocre. De 1960 à 1977, par exemple, quelque 250 ouvrages de littérature athée furent publiés en Lituanie.

Dans les écoles, les étudiants croyants sont contraints de faire partie de l'avant-garde athée et des Komsomols. On intimide ceux qui s'y dérobent, on les retient à l'école après les heures de cours, on baisse leur note de conduite. Les tentatives d'inquisition pratiquées par des professeurs de l'école de Stebuliai, région de Lazdijai, dans le but d'enrôler des élèves dans des organisations athées, peuvent être citées comme un exemple frappant de ces mesures d'intimidation.

Ceux qui refusent de s'inscrire dans les Komsomols rencontrent des obstacles lorsqu'ils essaient d'entrer à l'université ou dans une institution similaire d'enseignement supérieur. Ceux qui sont enrôlés de force dans des organisations athées sont contraints de s'exprimer à l'encontre de leurs propres convictions et de celles de leurs parents. C'est ainsi que des enfants subissent des traumatismes psychologiques. Ce genre d'« éducation » favorise l'expansion de la délinquance et du nihilisme

parmi les mineurs et les jeunes gens ; la délinquance juvénile est en hausse.

Les étudiants croyants sont persécutés à cause de leur assiduité à l'église. Dans les écoles, on leur reproche leurs convictions religieuses, on les ridiculise, on en fait des personnages de dessins animés. En 1979, par exemple, vers la fin du deuxième trimestre, des étudiants croyants de l'école secondaire de Kybartai (région de Vilkaviskis), Rima Abraityte, Roma et Rita Grisikaityte, Audrone Juraite, Rima Ziemelyte et d'autres, tous de bons élèves, virent leur note de conduite baissée pour être allés à l'église et avoir refusé de se joindre aux organisations antireligieuses. On trouve des exemples semblables dans de nombreuses écoles lithuaniennes.

Les étudiants croyants se heurtent, dans les écoles, à une honteuse intolérance. Influencés par les constantes calomnies dirigées contre la religion et dont on les nourrit, les étudiants non croyants terrorisent les jeunes croyants... Vytautas et Terese Semenauskas racontent, par exemple, comment leur fils Vitalijus est la cible de diverses persécutions à la Première école secondaire de Plunge. Les jeunes communistes Kacerginkas, Malakauskas et Sakinis se moquèrent de Vitalijus, de la religion catholique et le rossèrent. Lorsque la mère vint se plaindre au directeur, celui-ci déclara que l'on devrait retirer à de telles mères leurs droits maternels !

On interdit aux enfants la pratique des rites religieux. En RSS de Lituanie, il arrive très fréquemment que des professeurs viennent expulser de l'église des enfants qui s'y étaient rendus pour prier pour le père ou la mère défunt de leurs amis. Un tel comportement de la part des pédagogues soviétiques est courant dans toute la Lituanie.

La loi soviétique interdit toute forme d'enseignement religieux aux enfants. Seuls les parents sont autorisés à enseigner, au sein de la famille, les vérités religieuses à leurs enfants. Les Rév. Juozas Zdebskis, Prosperas Bubnys et Atanas Seskevicius furent frappés d'une peine

de prison pour avoir enseigné la religion à des enfants, pour qui cette loi revêt un caractère profondément discriminatoire, car elle rend impossible leur préparation à la vie religieuse.

Toute participation active aux rites religieux est interdite aux enfants de moins de 18 ans : ceci concerne les chœurs, les processions, la Messe. Leur participation entraîne pour eux des réprimandes et des menaces, et pour les prêtres, des amendes. Le Rév. Algimantas Keina fut condamné à deux reprises pour avoir permis à des enfants d'assister à la Sainte Messe. Les organes de la Sécurité d'Etat eux-mêmes interrogent des enfants qui assistent à la Sainte Messe, comme ce fut le cas à Telsiai, Kybartai, Veisiejai... En 1979, Judeikis, élève de huitième à l'école secondaire de Veisiejai, dut subir, dans l'intervalle de quelques mois, trois interrogatoires de représentants du KGB.

Chaque année, on oblige les enfants catholiques à remplir des questionnaires spéciaux destinés à contrôler le degré de religion des enfants. Il arrive même que ces enfants soient officiellement catalogués dans les écoles comme de véritables criminels. C'est ainsi que l'on procéda, par exemple, en 1978, à l'école secondaire Donelaitis (région de Vilkaviskis).

Les croyances religieuses des étudiants sont fréquemment signalées sur les rapports officiels qui les concernent. Il s'ensuit que les étudiants croyants éprouvent des difficultés pour entrer à l'université ou toute autre institution d'enseignement supérieur.

On nous a récemment cité un exemple encore plus pénible de discrimination à l'égard des étudiants croyants. Les agents du KGB tentent de persuader les enfants croyants de collaborer avec le KGB en leur fournissant des renseignements susceptibles d'intéresser les organes de la sécurité. Cela s'est produit à Telsiai, Kybartai, Veisiejai, Slavintai, et ailleurs. C'est ainsi que des enfants sont moralement paralysés.

Nous tenons à souligner que les cas de discrimination que nous avons mentionnés ci-dessus ne correspondent pas au comportement excessif ou accidentel de quelques professeurs ou représentants du gouvernement, mais qu'ils sont l'expression d'une lutte organisée contre les convictions religieuses d'individus mineurs. Cette lutte est inspirée et contrôlée par le Ministère de l'éducation et les organes du parti.

Nous avons appris par la radio que l'UNESCO agissait en faveur des enfants affamés, abandonnés ou illettrés. L'UNESCO court le risque grave de ne pas connaître le plus grand crime perpétré contre les enfants, c'est-à-dire leur asphyxie morale par la suppression de toutes les conditions nécessaires à leur développement et à leur éducation en accord avec leurs convictions.

C'est pourquoi, à l'occasion de l'Année Internationale de l'Enfant, nous faisons appel à l'UNESCO, pour qu'elle révèle à tous et qu'elle condamne cette discrimination à l'égard des enfants croyants, telle qu'elle est pratiquée en RSS de Lituanie. Nous nous portons garants de l'authenticité de l'information présentée dans ce document, et nous sommes prêts à présenter de nombreux autres exemples illustrant les conditions déplorable dans lesquelles vivent aujourd'hui les enfants en Lituanie.

Le 18 avril 1979

Les membres du Comité catholique pour la Défense des droits des croyants : les Rév. Jonas Kauneckas, Alfonsas Svarinskas, Sigitas Tamkevicus, V. Velavicius, J. Zdebskis.

---

**DE SAKHAROV A SAMOLVINE :  
LES RUSSES ET LE PROBLEME DES NATIONALITES**

par Mark PERAKH

(2)

Dans le recueil « De dessous les ruines », on trouve un autre article consacré au problème national, celui du mathématicien célèbre, Igor Chafarevitch. Cet article est fort bien rédigé et partait sans doute d'une bonne intention. Toutefois, le plan de l'objectivité n'a aucune base ni morale ni logique. J'en ai parlé ailleurs (8). Son intention est de conserver l'intégrité de la Russie dans sa forme présente ; il ne souhaite pas « une séparation mais un rapprochement ». Bien que Chafarevitch ne croit pas possible que la Russie maintienne de force les différents peuples qui forment son empire, il exprime l'espoir que les nations limitrophes préféreront un « rapprochement », comme étant pour elles le meilleur atout. (Des sentiments semblables sont sous-entendus dans les déclarations de Soljénitsyne). Un tel souhait en soi ne mérite pas d'être repoussé si son but est de chercher une solution pour les pays limitrophes. Toutefois, lorsque Chafarevitch prétend que la Russie contemporaine n'est pas un empire colonial, cela démontre un regrettable manque de compréhension de l'aspiration nationale des autres peuples.

Dans un autre article, nous avons exprimé l'opinion

---

(8) Dans l'article intitulé « La chute de son empire colonial serait-elle une catastrophe pour la Russie ? », publié d'abord en ukrainien (Soutchasnist, n° 12, 1975), puis en russe (Posev, n° 1, 1976), et en anglais (The Ukrainian Quarterly, New York, été 1976).

que la chute de l'empire serait, en premier lieu, bénéfique pour le peuple russe, car l'empire est un lourd fardeau moral qui tend à saper les forces créatrices de la Russie même. « Les buts d'un grand empire », estime le penseur rationaliste Soljénitsyne, « et la santé morale d'un peuple sont incompatibles ». La position de Chafarevitch semble être diamétralement opposée. Toutefois, Chafarevitch, Soljénitsyne, Sakharov, ainsi que les auteurs du Programme des démocrates, expriment tous, d'une façon ou d'une autre, des points de vue humanistes, basés sur la reconnaissance du droit des nations à décider de leur propre sort, points de vue qui confirment que les problèmes spécifiques doivent être examinés avec des représentants des nations non russes qui composent l'empire.

Le tableau n'est plus du tout le même lorsqu'on examine les points de vue d'un groupe de « libres penseurs », publiés dans les journaux samizdats dits « patriotiques », dont le plus connu en Occident est « Vetché » (9). Le personnage le plus marquant du groupe est probablement Vladimir Ossipov, fondateur et, pendant de longues années, rédacteur en chef de Vetché ; il est actuellement en prison en vertu du fameux article 70 du Code pénal de la RSFSR (10).

Au cours des années 1971-74 (11), dix numéros de « Vetché » ont paru au grand jour. C'était le premier journal de cette sorte à publier le nom de ses rédacteurs

---

(9) Vetché : Au moyen âge, réunions du peuple au cours desquelles les décisions importantes de la ville étaient prises. Autres journaux de cette tendance : « Zemlva » (la Terre), édité par V. Ossipov après la disparition de Vetché, puis repris par Rodionov ; et « Moskovsky sbornik » (le Recueil de Moscou), édité par L. Borodine.

(10) RSFSR : République soviétique fédérative socialiste de Russie. L'article 70 du Code pénal a trait aux prétendus « crimes contre l'Etat », et particulièrement à « la propagande et agitation avec intention subversive en vue d'affaiblir le pouvoir soviétique ». Il est largement utilisé pour persécuter les dissidents.

(11) Les numéros 1 à 9 furent édités par V. Ossipov, et le n° 10 par V. Ovtchinnikov.

et collaborateurs, sans pseudonymes, avec l'adresse du bureau de rédaction.

Les autorités avaient tout loisir de supprimer le journal à son stade embryonnaire. Pendant toute sa durée, cependant, l'attitude des autorités fut ambivalente. C'est ainsi, par exemple, que son rédacteur en chef eut à souffrir différents ennuis, mais, du point de vue « tchékiste » \*, ceux-ci furent anodins, et le journal lui-même put circuler, avec plus ou moins de difficulté, jusqu'à ce qu'Ossipov soit mis hors circuit.

Le fait que les autorités aient plus ou moins toléré la publication d'un journal non censuré pendant environ quatre années, indique que le service de propagande du Comité central du Parti communiste avait un plan au sujet de « Vetché ». Si l'on garde à l'esprit la rigueur de la censure soviétique, on peut raisonnablement conclure que le but recherché était d'avoir une pseudo-publication samizdat qui, au fond, exprimerait des opinions inspirées par le Comtté central. En tout cas, Ossipov ne s'étant pas conformé à ce plan, il fut finalement évincé.

Etant donné ce que l'on sait de « Vetché », celui-ci mérite un examen attentif. Dans le n° 7 du 29 avril 1973, Ossipov publia une « Lettre ouverte à Gennady Chimanov », dans laquelle on peut lire la phrase suivante : *« Nous ne perdons pas de vue qu'indépendamment de la destinée politique de la Russie, des intérêts nationaux existent qui sont primordiaux et qui l'emportent sur le social »*. Ce credo soulève le problème de la loyauté des rédacteurs de « Vetché » envers le système politique de l'Etat.

D'après nos observations, il ressort qu'Ossipov et ses partisans commencèrent leurs activités politiques en suivant, dans l'ensemble, une ligne démocratique. A cette époque, la « loyauté » des démocrates consistait

---

(\*) Tchéka : police secrète.

seulement à ne pas réclamer un changement du système politique, mais à ne chercher qu'à améliorer et à obtenir que le régime applique ses propres lois. Il faut supposer qu'à cette époque, faire preuve de loyauté n'était qu'une tactique. Lorsqu'on vit dans un État policier dont on peut s'attendre à ce que les organes punitifs tuent dans l'œuf toute manifestation de dissidence, le seul moyen de s'en sortir, sur les plans politique et social, c'est de faire semblant d'être d'accord avec l'État.

Toutefois, par la suite, Ossipov et son groupe publient une apologie du nationalisme russe qui dépassait le simple expédient, et il devint clair qu'ils réfutaient l'appel du Programme en faveur de l'indépendance des peuples non russes d'URSS...

Un exemple curieux, mais très net, est tiré du n° 5 de « Vetché ». Ce numéro devait éreinter un article publié en l'honneur de l'année jubilaire de l'URSS. Mais l'article ne fut jamais publié. Quelques jours avant la date de la publication, Ossipov fut arrêté pendant une journée, et les documents se rapportant à ce numéro furent saisis. Finalement, voici ce qu'on put lire dans le n° 5 :

*« Nous nous sommes abstenus de publier l'article « La solution russe au problème des nationalités » (à l'occasion du jubilé de l'URSS). En effet, l'attitude positive des membres de la rédaction à l'égard de la politique de l'URSS et des principes de Lénine au sujet des nationalités, aurait pu être incomprise dans les conditions présentes, étant donné l'absence de respect de la part des autorités à notre égard ».*

Si le fait de s'être senti « offensé » par l' « absence de respect » des autorités amena Ossipov à les « punir » en ne publiant pas l'article en question, néanmoins, ses vues sur la « politique de Lénine » ne changea pas. Et il semble que le « bateau de la dissidence » ait pris l'eau. (Il est intéressant de comparer, dans ce cas particulier, le « manque de respect » des autorités envers Ossipov,

avec l'attitude de ces mêmes autorités à l'égard des publications nationalistes ukrainiennes ou juives : dès que celles-ci paraissaient, elles faisaient l'objet de la plus cruelle oppression, conformément à la bonne vieille manière policière).

Dans un autre article intitulé « Buts et méthodes de l'opposition légale », Ossipov se lamente : « *Ce Programme contient une quantité d'attaques antirusse ; il se sépare du socialisme, l'estimant incompatible avec la démocratie.* » Cependant, un examen approfondi du dit Programme ne permet d'y découvrir aucune attaque antirusse.

Enfin, dans l'article intitulé « Lutte contre la prétendue russophilie, ou la voie du suicide national », Ossipov prend à partie un « historien » soviétique officiel (dénommé Yakovlev) à propos de son article « Contre la méthode antihistorique », paru dans « *Literaturnaya Gazeta* » du 15 novembre 1972. Ossipov profite de ces fadaises pour exprimer son propre point de vue sur la russophilie. Maquillant tant et plus le colonialisme russe, Ossipov voudrait faire croire à ses lecteurs que les conquêtes russes, en tant que telles, n'ont jamais eu lieu. Au lieu de cela, ce sont les pays limitrophes qui se seraient volontairement — et même avec enthousiasme — joints à la Russie, percevant chez elle un « type de culture supérieur ». Le rôle de la Russie, remarque-t-il, est toujours celui d'un « aîné spirituel », une sorte de gardien bienveillant pour les petits. Quant aux peuples eux-mêmes, une « force centripète » les attirait vers le riche « noyau » russe. « *Ce n'est pas un secret, écrit Ossipov, que les Russes étaient et restent le fondement de l'Etat multinational* ». Obnubilé par le caractère inéluctable de tout ce qui est russe, il ajoute : « *L'immense corps multinational de notre Etat tourne tout entier autour du pivot russe. Et si les forces centrifuges grandissantes se préparent à faire exploser cet énorme corps, il faut avant tout songer à renforcer le pivot* » (c'est-à-dire à renforcer le nationalisme russe).

On ne saurait freiner Ossipov :

*« Il est typique de l'histoire russe que les peuples s'unissent volontairement. Les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, les Cosaques et les Buriats sont des exemples typiques. On peut dire que l'empire russe fut conservé à la pointe des baïonnettes toutes dirigées dans la même direction : les baïonnettes russes défendaient les régions limitrophes (c'est nous qui soulignons) contre les prétentions des voisins barbares. Le secret de sa puissance, c'est de savoir se faire aimer. »*

Quant à la Russie elle-même, comment juge-t-elle son comportement à l'égard de ces peuples en route vers le « paradis » ? *« Aucun des prétendus colonisateurs n'a interféré dans la vie nationale des peuples de Russie. Musulmans, bouddhistes, juifs, catholiques, aucun ne rencontra d'opposition au culte religieux de la part des gouverneurs orthodoxes russes. L'immense pays multinational était cimenté par le prestige moral de la grande culture russe et par celui de ses pères, le peuple russe. »*

Est-il besoin d'ajouter que lorsque la dynastie tsariste fut renversée, cette « tutelle salubre » éclata en une série de secousses de la part des « volontaires » qui cherchaient à obtenir leur indépendance !

Mais Ossipov n'en a pas encore terminé : il faut aussi traiter le problème des « cosmopolites », de ceux qui « n'ont pas de patrie », autrement dit, des Juifs... Ceux-là aussi sont l'ennemi : peut-être, aux yeux d'Ossipov, sont-ils le principal ennemi. Un certain Mikhaïl Agursky fut amené à écrire une lettre à « Vetché », reprenant doucement le journal pour ses discours antisémites. Premièrement, dit-il, ils sont sans fondement. Deuxièmement, un tel préjugé fait du tort au mouvement nationaliste russe lui-même. Il faut dire, au crédit de « Vetché », qu'il publia la lettre ; mais il répondit longuement, en commençant par un compliment : la lettre d'Agursky diffère agréablement des injures méchantes et parfois

calomnieuses des sionnistes, telles que, par exemple, « Vetché est le porte-parole du KGB »... Il poursuivait, avec onctuosité : « Nous tenons à assurer nos lecteurs juifs que le mot « russe » ne signifie pas « antisémite ». Il disait qu'au contraire, le mouvement nationaliste juif attire la grande sympathie de « Vetché » au même titre que n'importe quel autre mouvement nationaliste...

Notre examen de « Vetché » ne serait pas complet si l'on ne faisait mention d'une autre lettre reproduite par « Vetché » et adressée à la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe russe par le Père Georgy Petoukhov, l'hiérodiaque Varsonophy (Khaibuline) et le laïque Piotr Fomine. Cette lettre témoigne d'un esprit fanatique médiéval. Bien sûr, la rédaction du journal n'est pas directement responsable de son contenu, mais le fait qu'elle l'ait publiée en dit long...

Les deux dangers les plus terribles, les plus mortels pour la Russie, ce sont le « sionnisme et le satanisme ». D'après Petoukhov, cette puissance internationale est cause de la luxure et de l'ivrognerie grandissante, du nombre de plus en plus important d'avortements, de la décadence au sein de la famille : devoirs envers les parents, devoirs patriotiques, hypocrisie, infidélité, mensonges, avarice et autres vices. C'est par ces moyens qu'ils séduisent notre peuple et toute l'humanité. La publication de cette lettre explique pourquoi « Vetché » est mal vu dans de nombreux milieux en Union soviétique.

Nous allons maintenant tenter de découvrir les raisons profondes du conflit qui s'est levé entre « Vetché » et les autorités entraînant la chute du journal et l'arrestation de son rédacteur en chef. Quand on essaye d'analyser le comportement des autorités soviétiques, il semble normal de faire une distinction entre la nature de l'Etat soviétique et le groupe qui le dirige. Bien que la mafia communiste gouverne avec les moyens de l'Etat, l'Etat et l'oligarchie sont deux choses distinctes. Pour l'oligarchie, l'Etat n'est qu'un instrument de la puis-

sance. Il constitue un empire colonial dans lequel le peuple russe sert d'agent colonisateur (bien que des éléments d'autres nationalités y soient aussi mêlés). L'exploitation du peuple russe à cette fin n'est due ni à l'amour que l'oligarche porterait au peuple russe de préférence aux autres, ni à son désir (émanant de sentiments nationalistes) d'accorder des privilèges au peuple russe (bien qu'individuellement les oligarches soient, en apparence, des nationalistes russes). Le peuple russe a été choisi pour une raison purement pragmatique : parce qu'il est le plus nombreux (\*).

Les Russes eux-mêmes n'ont rien à gagner à être les « maîtres » d'un empire. Le véritable maître, c'est l'oligarche, dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux de n'importe quel peuple, pas plus russe qu'un autre. D'un autre côté, en dépit de leur pragmatisme, certains membres de l'élite dirigeante peuvent être subjectivement vulnérables aux sentiments nationalistes. Un mélange d'au moins trois facteurs est à la base des actions des autorités, lesquelles, vues de l'extérieur, semblent souvent illogiques et sans importance : 1) la nature objective de l'Etat en tant qu'empire, avec le peuple

---

(\*) De nombreuses études démontrent qu'il existe une compatibilité, une corrélation, voire une identité d'existence entre le pouvoir soviétique (donc l'oligarchie) et le nationalisme russe sous sa forme communiste, et que la russification des nations non russes, désirée par le pouvoir soviétique, a pour origine l'essence russe du pouvoir, et non pas une simple commodité en raison du nombre des Russes. A ce propos, voici l'opinion du philosophe russe émigré Nicolas Berdiaev : *« Le communisme a pris en Russie la forme d'un étatsisme extrême, et cela, malheureusement, en conformité avec les anciennes traditions gouvernementales russes... Le patriotisme qui s'est développé en Russie n'est pas seulement le patriotisme communiste ni même soviétique, c'est à proprement parler le patriotisme russe. Mais le patriotisme d'un grand peuple doit être la foi en la haute et universelle mission de ce peuple. Sans cela il n'est qu'un patriotisme provincial, limité et privé de perspectives. La mission du peuple russe est de réaliser la justice sociale au sein de la société humaine, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. »* (Les sources et le sens du communisme russe. Gallimard. Paris 1951, p. 284, 293-294). Au sujet de la russification, voir Ivan Dzyuba : *Internationalism or Russification ?* Weidenfel and Nicolson. Londres 1968. N.D.L.R.

russe comme principal instrument dirigeant ; 2) la nature objective de l'oligarchie dirigeante comme clan souverain, conduite par les intérêts du groupe, qui ne coïncident pas avec ceux du peuple russe ; 3) les sentiments russophiles subjectifs ressentis par chacun des membres qui composent le groupe dirigeant. Ces facteurs agissent entre eux de façon complexe, d'où la difficulté d'expliquer, et encore plus, de prédire les événements en Union soviétique.

La nature coloniale objective de l'Etat exige que le nationalisme russe serve de « carotte » pour le peuple russe. Beaucoup, sinon la plupart des Russes ont mordu à l'appât tendu par les autorités et les servent aveuglément en opprimant les peuples non russes. Toutefois, l'élite dirigeante contrôle soigneusement le chauvinisme russe (12).

Les expressions d'un chauvinisme russe spontané ne sont tolérées que dans certaines limites. Le cas de « Vetché » en est un bon exemple qui, malgré ses protestations de « loyauté » et de « légalité », a eu à en souffrir. En fait, le nationalisme russe, tel qu'il est entretenu par les autorités et conformément à la pratique de l'hypocrisie soviétique, doit, dans une certaine mesure, passer pour de l'« internationalisme ». En matière de propagande, on évite le nationalisme à cause des régions « limitrophes », des partis communistes étrangers, etc.

Ossipov fut emprisonné non à cause de son nationalisme russe en soi, mais parce qu'il a erré, d'abord en critiquant systématiquement les autorités pour leur « manque de patriotisme russe » (bien que la critique

---

(12) Exemples du chauvinisme contrôlé : le journal « Molodaya Gvardia » (organe officiel de l'Union des Jeunesses communistes, a, pendant des années, mené une propagande chauviniste, déguisée sous la phraséologie communiste ; de même, l'activité du club « Rodina », où fut formé un groupe de nationalistes russes à prédominance chauviniste. Celui-ci agissait tout à fait légalement, sous couvert d'une « lutte pour la conservation du souvenir de l'ancienne Russie ».

soit une des « forces motrices » officielles de l'Etat, c'est en fait le domaine du Comité central) ; ensuite, Ossipov pensait et agissait par lui-même, ignorant Glavlit (13) et la section de propagande du Comité central. C'est par la pensée indépendante que les autorités sont le plus menacées, même si aucune « kramola » (14) n'a encore été exprimée. En fait, les autorités ne veulent que des gens dociles, obéissant en chœur sous la férule de la section de propagande du Comité central.

Dans le clan dirigeant, les sentiments nationalistes personnels font qu'un candidat russe aura un peu plus de chance de s'élever sur l'échelle hiérarchique qu'un non russe. D'où une augmentation constante des Russes dans les couches de la hiérarchie. Au Comité central, la prédominance des Russes dépasse le niveau que justifieraient les statistiques. Des exceptions comme Béria, Mikoyan et Kaganovitch, du temps de Staline, et, plus tard, Pels, Moukhitdinov ou Kuusinen — qui sont restés peu de temps au pouvoir et qui n'ont toujours eu que des rôles secondaires — ne font que confirmer la règle générale. (Il convient de remarquer que le Politburo a exclu les femmes, sauf Fourtseva, qui fut membre du Praesidium à la fin des années 50).

En contradiction avec la réalité soviétique, il semble qu'Ossipov ait été une victime puisqu'il représentait un mouvement honnête, ayant à cœur la destinée du peuple russe. Les déclarations publiées par « Vetché », et dont nous avons fait ici la critique, sont le plus souvent l'opinion de l'écrivain, provenant d'un sentiment plus proche de la désillusion que de la mauvaise volonté. Elles découlent probablement de la dégradation de la culture russe, due aux manœuvres égoïstes des leaders du Kremlin...

(à suivre)

Mark PERAKH.

---

(13) Glavlit : abréviation du service de la censure en URSS.

(14) Kramola : expression spécifiquement russe pour « sédition », donc « dissidence ».

LES SCYTHES — ANCETRES DES UKRAINIENS

A propos du livre de Lesur sur les Cosaques

par Jean VERHUN

Après la défaite de la Grande Armée en Russie en 1812, Napoléon s'intéressa à l'Ukraine, et aux propositions de Talleyrand, de Sébastiani, de Bourgoïn, de Bignon et d'Hauterive ; il avait même eu l'idée de créer à partir de l'Ukraine un Etat indépendant sous la dénomination de « Napoléonide », à la tête duquel il avait l'intention de placer Murat. C'est pourquoi, dit-on, l'empereur chargea un fonctionnaire très érudit, M. Lesur, d'écrire l'Histoire des Cosaques d'Ukraine (1).

Ensuite il ordonna à Marcel, le directeur de l'imprimerie impériale, de tirer secrètement 30 exemplaires de cet ouvrage. Marcel recopia le manuscrit, numérotait les lignes (17.000) qu'il distribua à différents ouvriers. Dès qu'une ligne était composée, on la portait à Marcel qui effectuait personnellement la mise en page. Puis le tirage et le brochage furent effectués par des sourds-muets. Telle est l'histoire succincte de l'ouvrage de M. Lesur (2).

Déjà dans son *Avis au lecteur*, Lesur attire l'attention des lecteurs que « *les écrivains russes qui ne peuvent consentir à regarder les Cosaques comme une nation, n'ont pas représenté leurs exploits sous des rapports aussi favorables* ». En même temps il souligne que : « *C'est en inquiétant les mouvements, les communications et la subsistance des armées françaises qu'ils ont contribué, peut-être, que toute autre troupe, aux succès des alliés* » (3).

(1) M. Lesur: *Histoire des Cosaques*. Libr. A. Belin, Paris 1814.

(2) Roger Tisserand: *La vie d'un peuple, l'Ukraine*. G.P. Maisonneuve, Paris 1933, p. 207, 208.

(3) M. Lesur, *op. cit.*, t. I, p. vj, viij.

L'auteur dit ensuite, dans l'introduction, que les premiers habitants du pays des Cosaques ont été des Cimériens, chassés au VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. par les Scythes, et qui se sont réfugiés au Caucase et en Asie Mineure. Quant à l'empire scythe, Lesur affirme qu'il existait déjà 3600 ans avant notre ère en Asie centrale.

En se basant sur les historiens anciens, Lesur affirme que les Scythes (Skolotes) et les Celtes n'étaient qu'une seule et même nation, en expliquant ces dénominations à partir du mot grec « skolote », c'est-à-dire un chevalier, et des mots finnois « snytta, kytta, kitt » qui signifiaient un archer. Etymologiquement parlant, c'était un peuple qui montait à cheval et tirait à l'arc (4). Mais, selon l'auteur, c'était Hérodote, malgré les légendes et les contradictions, qui nous a laissé la description la plus exacte de la Scythie.

En 638 avant J.-C., les Scythes ont envahi la Perse, la Palestine, l'Égypte et l'Éthiopie. En Palestine, ils ont détruit Betsan, ville qui a pris le nom de Scytopolis. De l'Égypte ils sont revenus au centre de la Média où ils ont fondé un empire qui dura 30 ans. Et en décrivant leur guerre avec Darius (51) qui possédait une armée de 700.000 hommes, Lesur affirme que les Scythes, en menant la guerre des partisans, l'ont obligé d'abandonner le territoire de leur pays, c'est-à-dire l'Ukraine actuelle. Mais Philippe de Macédoine (340) les a vaincus.

Les Scythes, selon l'auteur, étaient des barbares, mais en soulignant que « *leurs rois étaient élus à peu près comme le furent les hettmans des Cosaques* » (5).

Après les Scythes sur le territoire d'Ukraine se sont établis les Sarmates et Alains qui, selon Tacite, étaient sauvages et s'adonnaient au pillage. Ils ont été vaincus en 113 par Marc-Aurèle. En l'an 69 Saint André évangélisa le pays. Les Alains, après avoir vaincu Gordien

---

(4) Ibid., t. I, p. 7.

(5) Ibid., t. I, p. 22.

et anéanti l'empire gothique, sont arrivés en France et s'établirent près de Mayenne. A la suite des intrigues de Stilicon, ils obtinrent la possession de quelques terres en Dauphiné, puis sur les bords de la Loire en s'éparpillant dans les Armoriques. Ils se sont engagés avec les Francs et les Visigots dans la guerre contre Attila (6).

Les Huns sont venus par l'Oural de Chine en 577 et se sont établis dans la Scythie en y créant un empire en 433 qui fut la menace pour les possessions grecques et romaines. L'auteur souligne qu'Attila, roi des Huns, des Médes et des Goths, était « la terreur de l'Univers et le fléau de Dieu » ; il avait l'épée de Mars qu'on avait trouvée pour lui dans un vieux tombeau et qu'il était fier de l'avoir (7).

### Les Cosaques d'Ukraine

Quant aux Cosaques d'Ukraine, Lesur pense qu'ils ont assimilé beaucoup de mœurs des Petchenègues et des Tatares. Des premiers — l'administration et la façon de défense, des seconds — la course à cheval, malgré qu'ils étaient les ancêtres directs des Ruthènes. Dans la Sitch, où il y avait 40.000 Cosaques, « *ils avaient la tête rasée, à l'exception d'un bouquet de cheveux qui leur tombait sur le front. Les portes de leurs huttes ne fermaient point à clef : un voyageur pouvait y entrer, et prendre ce dont il avait besoin* » (8).

Parmi des faits intéressants, il relate que la forteresse de Kodak était défendue, en 1635, contre l'hetman Pavlouk par 200 hommes sous le commandement d'un colonel français nommé Marion. A la bataille de Beresetchko a pris aussi part du côté polonais le colonel français Duplessis, ainsi que le régiment « polonais » qui

(6) Ibid., t. I, p. 70. Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, t. 14 (Neufschatel 1765) mentionne la tribu celtico-ruthéni qui, encore avant les Romains, se fixa en France entre Lot et Se-vènes près d'Albi et de Rodez. En 52 av. J.-C. ils se sont soulevés contre les Romains et sous le règne d'Auguste ils s'établirent en province romaine Aquitaine.

(7) Ibid., t. I, p. 85, 87.

(8) Ibid., p. 291, 293.

combattait en 1646 en Flandre (9).

Au sujet du traité de Pereyaslav (1654) entre l'Ukraine et la Moscovie, il pense que c'était « *un pacte où les avantages étaient à peu près balancés pour les deux parties, semblait devoir assurer une paix éternelle, mais il n'était peut-être assorti ni au caractère turbulent du peuple kosaque, ni au génie du gouvernement moscovite ; il fut pour l'un et l'autre une source de discordes et de guerre* » (10).

Au début du second tome Lesur décrit les guerres civiles en Ukraine. En énumérant les articles du traité de Hadiatch entre la Pologne et l'Ukraine (1658), l'auteur français souligne que l'Ukraine avait droit d'avoir 60.000 Cosaques enregistrés, de frapper sa propre monnaie et « *la faculté, en temps de guerre, de se joindre aux Polonais ou de garder la neutralité : conditions garanties par cent otages à leur choix, et qui faisaient en effet de l'Ukraine un état indépendant* » (11).

Après avoir décrit les tortures infligées aux habitants de Batouryn et aux Cosaques de Pérevolotchna par les Moscovites, Lesur, qui jusqu'à présent s'exprimait à propos de Maseppa avec une certaine réserve, peint son portrait de la façon suivante : « *Il (Charles XII) s'était attaché à Mazeppa qui conservait, dans une vieillesse vigoureuse, des yeux pleins de feu, un esprit sain et cultivé, une conversation qu'il soutenait (à Bender) ordinairement en latin avec lui* » (12).

En passant en revue les réformes de Pierre 1<sup>er</sup>, Lesur est avis que « *l'Ukraine offrait encore une espèce de principauté ou de gouvernement particulier, dont on n'attaquait l'indépendance que sourdement, avec des précautions capables de ne pas alarmer une race toujours inquiète et jalouse de ses droits* » (13). Il souligne

---

(9) Ibid., p. 306, 369. En vérité c'était un régiment cosaque.

(10) Ibid., p. 400.

(11) Ibid., tome II, p. 12.

(12) Ibid., p. 116.

(13) Ibid., p. 144

que les généraux russes, stationnant avec leurs soldats en Ukraine, ne pouvaient rien faire sans le consentement de l'hetman. Quant à Catherine II, « *elle avait laissé le gouvernement de l'Ukraine au feld-maréchal Romanzow, avec les instructions propres à réaliser ce projet (d'asservir l'Ukraine aux lois générales de l'empire), mais aussi à faire mécontents. Elle résolut d'accomplir le dessein qu'elle avait formé et préparé depuis longtemps, c'est-à-dire l'anéantissement des Zaporogues* » (14).

Il préfère les Ukrainiens, qu'il appelle de temps à autre « Malo-Russes » ou « Petits-Russes », aux Russes. Par exemple : « *Leurs maisons sont petites, mais plus propres que celles des Russes. A la vue de leurs chambres régulièrement lavées, blanchies ou frottées depuis le pavé jusqu'au comble, et de leurs meubles éclatants de propreté. le voyageur se croit transporté dans une chaumière norvégienne ou dans une maison hollandaise. Plus généreux, plus francs, plus polis, plus hospitaliers, plus industriels que les Russes, ils offrent une preuve vivante dans la supériorité que la liberté civile donne aux hommes sur ceux qui sont nés dans la servitude... Les femmes de condition se rapprochent de jour en jour des modes françaises* ». Et plus loin il ajoute : « *Dans toute l'Ukraine, un voyageur peut confier en sûreté un trésor aux soins de son hôte, et la plupart des paysans n'y connaissent pas même encore l'usage des clefs et des serrures* » (15).

### Les Scythes

Lesur explique ces traits positifs des Ukrainiens par le fait qu'ils descendent, entre autres, des Scythes. Il est à remarquer que Lesur, reprenant à son compte les affirmations des auteurs grecs et romains, pour les-

---

(14) Ibid., p. 234.

(15) Ibid., p. 254, 255, 259.

quels tout ce qui était en dehors de leurs États, était barbare et qui étaient hostiles aux Scythes, considérait que ces vertus tenaient « à un état de mœurs voisin de la barbarie » (16).

En réalité, comme le souligne l'historien de la Scythie, Alexandre Drajniovskiy, on ne trouve rien chez Hérodote à propos de la sauvageries des Scythes (17). D'autre part, l'écrivain Ivan Bilyk, en se basant sur les écrits de Prisk, de Jourdain et la poésie germanique « Biterold und Ditlib », constate que « *derrière de ce barbare (Attila), ce fléau de Dieu, se cache un homme sage et humain, ayant l'âme d'excellent ruthène* » (18). A noter qu'à cette époque, Attila, d'après Jourdain, était le souverain des Huns et de toute la Scythie.

Il est intéressant de noter que les Scythes, entre VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. et IX<sup>e</sup> siècle de notre ère, possédait déjà l'écriture qui ressemblait fort aux caractères cyrilliques, inventés seulement au IX<sup>e</sup> siècle par les saints Cyrille et Méthode. Il ressort de cette chronique, écrite sur planchettes et trouvée en 1919 par Izenbeek, que les Scythes ou Huns se donnaient le nom de Ruthènes ; ils étaient donc les ancêtres légitimes des Ukrainiens (19).

D'ailleurs, les fouilles archéologiques récentes en Ukraine confirment que la civilisation scythe était d'un haut niveau. C'est ainsi qu'on a trouvé dans les kourganes d'Ukraine (Zaporojié) des pièces d'orfèvrerie, des armes et d'autres objets. En 1970, par exemple, on a trouvé dans le kourgane (tumulus) Gaïmaniv un vase d'or, datant du IV<sup>e</sup> ou du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère ; en 1971 dans « Tovsta Mohyla » (sépulture du souve-

---

(16) Ibid., p. 260.

(17) A. Drajniovskiy : *Les Scythes*. « Liberation Path », vol. 6. Londres 1978.

(18) I. Bilyk : Les axiomes indémontrés des traditions, la post-face du roman « L'épée d'Arès », Kiev 1972, p. 433 (en ukrainien).

(19) N. Skripnik : Le livre de Vlès. Ed. « Mlyn », Londres - La Haye (en ukrainien). Cf. aussi : *Les Slaves à l'époque des invasions des barbares*, par B. Reh binder, Royat 1978.

rain) fut trouvé un collier d'or, représentant des scènes de la vie quotidienne des Scythes et, enfin, en 1976, au village de Guïounovka (Zaporojié) — un frontal d'or qui ornait la tête d'un cheval, il y a quelques 2400 années (20). Tout récemment, les archéologues ont découvert plus de 4.000 objets d'or scythes datant du IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère dans le sud de l'Ukraine (21).

D'autre part, dans son traité, Lesur confond la Moscovie avec la Rous' kiévienne (Ruthénie), qu'il passe sous silence, et les Cosaques d'Ukraine avec ceux du Don, de Russie, de la Sibérie et de l'Asie. Il dit par conséquent que les Cosaques Zaporogues « *ont quelque chose d'asiatique dans leurs habitudes et leur physionomie* » (22). Mais ils les distingue nettement des Moscovites (Russes). Cependant, les visages des Scythes, taillés sur le vase de Gaïmanov du IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, sont identiques aux physionomies des paysans ukrainiens d'aujourd'hui.

### Les erreurs de Lesur

Il caractérise aussi négativement les Cosaques de Hordienko, qu'il confond avec Horodenski, et surtout le dernier hetman d'Ukraine Cyrille Rozoumovskiy (« rude, grossier, ignorant »). Rien d'étonnant à cela, car l'auteur se servait de « Vie de Cathérine II » de Castera qui y faisait les panégyriques à l'impératrice et aussi à Pierre 1<sup>er</sup>.

Dans ses « Observations finales » (tome II, chapitre V) Lesur revient sur les traits négatifs des Cosaques (« instinct pour le pillage et la dévastation », etc.) tels qu'ils se les présentaient en 1812, c'est-à-dire un amalgame de tant de peuples différents. D'ailleurs, on peut le constater d'après la description de leurs vêtements :

---

(20) *Le Courrier*, édité par l'UNESCO, décembre 1977.

(21) *Le Figaro* du 2 septembre 1980.

(22) Cf. M. Lesur : *Histoire des Cosaques*, t. II, p. 307.

« *Leur costume offre, quand ils sont en groupe, la bigarrure la plus misérable, et n'est plus souvent qu'un assemblage de haillons dégoûtants* » (23). En plus, cette infanterie cosaque, selon Lesur, ne pouvait pas combattre en ligne. C'est pourquoi on en a formé une cavalerie légère en l'employant pour intercepter des convois, interrompre les communications, attaquer les flancs et les arrières de l'ennemi. Et en fin de compte Lesur conclut tendancieusement que « *l'existence de cette république au sein de l'empire est une anomalie politique... Et enfin leur pays, qu'ils ne semblent toujours occuper qu'en passant, ne paraît à nos yeux, que comme un vaste camp assis sur la frontière de l'Europe* » (24).

Est-ce Napoléon qui, en se basant sur les conclusions de son haut fonctionnaire du Ministère des Relations extérieures et savant, se décida à engager ces Cosaques dans ses services, projetant une révolution en Ukraine ? Toujours est-il que « *projet sourit à l'empereur qui ne le réalisa ni l'abandonna* », affirme Roger Tisserand (25). Et il n'est pas téméraire d'avancer que la création de cet Etat aurait, peut-être, changé la face des choses.

L'ouvrage de Lesur est sans doute intéressant dans la mesure où il décrit différents aspects de la Nation Cossaque (c'est-à-dire des Cosaques d'Ukraine) et des Moscovites, en mentionnant objectivement toutes les qualités des Cosaques d'Ukraine. Malgré quelques imperfections de son ouvrage, il faut toutefois souligner que le plus grand mérite de Lesur était celui d'avoir su objectivement distinguer la nation ukrainienne de la nation moscovite, actuellement russe, et de dire que les Scythes étaient des ancêtres des Ukrainiens. De plus, l'auteur nous montre le rôle et la place tenus par les Cosaques d'Ukraine dans l'Europe d'autrefois.

Jean VERHUN.

---

(23) Ibid., p. 311.

(24) Ibid., p. 317.

(25) R. Tisserand, *op. cit.*, p. 207.

---

*Les articles que nous publions étant destinés à être diffusés le plus largement possible, leur reproduction est entièrement libre. Il n'est pas nécessaire de mentionner la source ni de demander notre autorisation. Mais nous serions reconnaissants à tous ceux qui utilisent nos textes de bien vouloir nous faire parvenir les publications justificatives.*

---

## **A B O N N E M E N T S**

(1 an)

### **France**

<b>Abonnement ordinaire</b> .. . . . . .	<b>50 F</b>
<b>Abonnement de soutien</b> .. . . . . .	<b>80 F</b>
<b>Etudiants</b> .. . . . . .	<b>35 F</b>

### **Etranger**

**Abonnement ordinaire** .. . . . . . **60 F**

Belgique : **450 F** - Canada et U.S.A. : **15 Dollars**

Les abonnements sont à souscrire à **L'Est Européen**,

B. P. 51 - 75261 Paris Cedex 06

C.C.P. : La Source 30 754 04 W

---

**CORRESPONDANCE :**

**L'EST EUROPEEN**

B. P. 51-06

75261 Paris Cedex 06

---

*L'Est Européen*, revue bimestrielle - Directeur : C. MAZUR

N° de la Commission paritaire des publications : 39.228

